

Objet : Travaux de voirie : création d'un plateau traversant et goudronnage Rue du Village

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu la demande de l'entreprise EIFFAGE TP agissant pour le compte de la CCPR pour réaliser des travaux de voirie : création d'un plateau traversant dans la rue du Village et goudronnage ; considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité de la circulation automobile et piétonnière ainsi que des ouvriers, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

Le Maire de la Commune de SAINT-PRIM

ARRETE

Article 1 : La circulation sera temporairement réglementée dans la rue du Village dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable à compter du 19 avril 2011 jusqu'au 21 avril 2011.

Article 2 : La circulation des véhicules sera interdite sur cette voie ; les déviations se feront soit par la route de Vienne, la route de Glay, la route de St-Clair, le chemin du Vallon, le chemin des Valottes.

Article 3 : La signalisation du chantier (jours et nuits) sera mise en place, entretenue et déposée, sous contrôle de l'entreprise EIFFAGE TP. Une signalisation spécifique pour la circulation des piétons, l'accès des riverains et le service de collecte des ordures ménagères devra être mise en place en cas de nécessité.

Article 4 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Le Maire, l'entreprise responsable des travaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté dont ampliation sera transmise à l'entreprise, à la CCPR et à la Gendarmerie de St-Clair du Rhône.

Fait à Saint-Prim, le 13 avril 2011

Le Maire
P. BARRAUD